



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Préfecture

Direction du cabinet,

Service interministériel de défense et de
protection civiles,

SIDPC / LT

Annecy, le **23 OCT. 2018**



Monsieur le directeur général,

L'étude de sûreté réalisée par l'organisme agréé CNPP que vous m'avez transmise le 25 septembre dernier, confirme que le dépôt de produits explosifs situé au lieu-dit "Creux de la Joux" à MORZINE, a été construit dans le respect :

- de l'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 13 décembre 2005 fixant les règles techniques de sûreté et de surveillance relatives à l'aménagement et à l'exploitation des installations de produits explosifs,
- des mesures compensatoires à l'absence de clôture et au renforcement des parois à faible résistance mécanique prescrites dans mon courrier du 10 juillet 2012 dans l'attente de la révision de l'arrêté susvisé.

Ce rapport étant favorable, je vous informe que je valide la présente étude de sûreté quinquennale, qui a une durée de validité de 5 ans.

Vous trouverez, en annexe de ce courrier, les bonnes pratiques et recommandations émises par la gendarmerie nationale en matière d'organisation interne. Je vous engage à les adopter dans les meilleurs délais.

Je vous rappelle également que, conformément à l'article R2352-106 du code de la défense, toutes les modifications de l'installation qui pourraient avoir des incidences sur les mesures de sûreté doivent faire l'objet d'une nouvelle étude de sûreté.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur général, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet,
la directrice de cabinet,

Aurélien LEBOURGEOIS

Monsieur Thomas FAUCHEUR
Directeur Général Adjoint
Société d'Exploitation des Remontées Mécaniques
de Morzine Avoriaz
98, Place Jean Vuarnet
74110 AVORIAZ

Copie pour information à: CNPP / UID-DREAL / GGD74

Pour connaître les jours et heures d'ouverture des services de la préfecture, vous pouvez consulter notre site internet sur la page suivante :
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/outils/horaires-et-coordonnées>

rue du 30^{ème} régiment d'infanterie - BP 2332 - 74 034 Annecy cedex
téléphone : 04 50 33 60 00 fax : 04 50 52 90 05
courriel: prefecture@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le 23 octobre 2018

Annexe 1 de l'arrêté N°2013.325-0004 en date du 21 novembre 2013
portant agrément technique des dépôts de produits explosifs et de détonateurs situés au lieu-dit
"Creux de la Joux" à AVORIAZ

Prescriptions de sûreté
(Etude de sûreté quinquennale 2018 validée)

Exploitation saisonnière (1er novembre au 31 mai).

Explosifs utilisés uniquement pour le déclenchement préventif des avalanches. La société des remontées mécaniques est autorisée à stocker un total de 412,16 kg de matières explosives (dépôt de 3ème catégorie).

Ce dépôt est installé sur le domaine skiable de Morzine, à environ 1770 m d'altitude. Son emplacement est isolé et l'enneigement ne permet pas à un véhicule d'accéder au site en hiver, seule période d'exploitation du site (hormis une dameuse ou en moto-neige).

Il s'agit d'un dépôt à ossature en bois de 10 cm d'épaisseur pour l'ensemble des parois, les chevrons et plancher du toit sont recouverts de tavaillons, sur une dalle de soubassement en béton armé de 20 cm d'épaisseur. A l'intérieur, on trouve un sas de préparation (poste de prélèvement) et deux cellules distinctes abritant le stockage des explosifs et celui des détonateurs.

Le dépôt n'est pas équipé d'une clôture avec des bavolets mais dispose de moyens de détection périmétrique et volumétrique. Pour rappel concernant les clôtures, des mesures dérogatoires à l'arrêté du 13 décembre 2005 ont été prévues par la préfecture de Haute-Savoie pour les dépôts de produits explosifs situés en zone de montagne dont l'exploitation est saisonnière, et qui sont exclusivement exploités pour stocker des produits explosifs utilisés pour déclencher des avalanches à titre préventif ou purger la montagne d'avancées neigeuses ou glacées dangereuses dans un objectif de sécurité publique (Cf. courrier de la préfecture de Haute-Savoie en date du 10 juillet 2012 concernant la possibilité de déroger à la clôture pour les dépôts de stations de sport d'hiver et la nécessité de renforcer les parois à faible résistance mécanique - bois notamment). Les murs du dépôt sont renforcés par l'intérieur par des treillis métalliques en acier soudé.

Les différents moyens de sûreté actuellement en place pour ce dépôt :

- Enceinte pyrotechnique (limite zone Z2) délimitée par des cordes et des panneaux interdisant le passage
- Le bloc-porte métallique du chalet est une porte non certifiée mais de bonne résistance (niveau BP1). Elle est équipée d'une serrure A2P ***. De plus elle est protégée par une porte en bois. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur. De plus, il existe un éclairage automatique par détection infrarouge au-dessus de la porte d'entrée.
- Les bloc-portes intérieurs des portes d'accès aux deux cellules de stockage sont certifiés A2P BP3 et équipés de serrures certifiées A2P*** et s'ouvrent vers l'extérieur.
- La centrale d'alarme est située dans le sas d'entrée certifiée NF & A2P type 3 ainsi que le matériel de détection périmétrique, volumétrique et les sirènes intérieure et extérieure.
- Pour chacune des deux cellules de stockage (explosifs et détonateurs), détecteur volumétrique dédié sur les parois externes (double technologie), détecteur d'ouverture et de choc sur les parois et détecteur de mouvement dédié.
- Pour le sas d'accès au dépôt, la détection en place est faite par un détecteur volumétrique dédié sur les parois externes (double technologie) et d'ouverture sur la porte d'accès du chalet, détecteur d'ouverture et de choc sur la porte d'accès avec temporisation si on utilise le badge (porte extérieure équipée d'un lecteur de badge de contrôle d'accès), détecteurs de choc sur les parois internes et détecteur de mouvement dans le volume dédié à cette surveillance.

Attention, l'article R.2352-102 du code de la défense, indique que les mesures relatives aux mesures de sûreté ne font l'objet d'aucune publicité.

- Télésurveillance du site par un opérateur APSAD P3 (Panthéra sécurité ex Ets SRA). Transmission RTC (Réseau Téléphonique Commuté), secours par GSM. Gestion des tests cycliques, des mises hors service ainsi que défaut coupure secteur et batteries basses. Levé de doute par intervention ou séquence d'alarme. Appel de la Gendarmerie et/ou des Responsables du site.

Quelques préconisations de sûreté ont été relevées par le chargé d'étude, sans toutefois générer d'avis défavorables (P.26/27). Celles-ci devront être prises en compte par la société des remontées mécaniques :

> Mesures applicables à l'organisation sûreté du site

- On note qu'un certain nombre d'actes de malveillance peut se faire via le personnel qui pourrait être amené à agir suite à des pressions diverses qui vont de la manipulation de personnes faibles jusqu'au chantage, la compromission, etc. La sensibilité du personnel est fonction de sa position dans l'entreprise et de l'apport qu'il va pouvoir faire au malveillant (toujours lié à la cible visée). Peuvent être concernés aussi bien les dirigeants, que les sachants, les intermédiaires, les stagiaires, les sous-traitants. Une procédure traitant de ce sujet, des formations ou informations régulières sont conseillées.

> Mesures applicables à la détection sur le site

- Mettre une détection d'intrusion dans les bureaux de la société (en particulier dans le bureau du Directeur des pistes).

> Mesure applicable à la vidéosurveillance

- Mettre une caméra dans chaque local du chalet pour améliorer le temps de levée de doute.

> Mesures applicables à la télésurveillance et à l'intervention

- Si la mesure précédente est retenue (pour mémoire non demandée par l'arrêté), voir avec le télésurveilleur pour une remontée des images sur alarme.

- Réaliser des tests sur le matériel de l'alarme ou de vidéo et demander des historiques.

Il est également recommandé d'inclure dans ce document une procédure de vérification du bon fonctionnement du code d'accès individuel et sous contrainte des personnels (activation du clavier alphanumérique et du délai de réponse/réaction de la télésurveillance en cas de déclenchement de l'alarme).

Concernant le numéro téléphonique réservé, le centre d'opérations et de renseignement de la gendarmerie nationale à Annecy (CORG) ne dispose pas de numéro d'appel de ce type. La société de télésurveillance devra utiliser, en accord avec le commandant de brigade, le numéro d'appel direct de l'unité compétente sur le secteur du dépôt d'explosifs. De nuit, ce numéro est automatiquement dévié vers celui du CORG, qui pourra ensuite gérer l'intervention.

Concernant le lieu de stockage des clefs du dépôt, nous préconisons la mise en place d'une surveillance électronique (système anti-intrusion relié au télésurveilleur). Ces clefs doivent être placées dans un coffre-fort dédié, si possible équipé d'un détecteur de choc ou sismique, et fixé au mur ou au sol.

Précisons que les bloc-portes doivent respecter les mesures de sécurité relatives à la réglementation sur les lieux de travail et notamment pendant la présence des personnels à l'intérieur des dépôts. Un bloc-porte peut créer une gêne lors de la présence du personnel et ne plus garantir suffisamment leur sécurité dans le cas d'une évacuation urgente.

Il est recommandé d'établir des consignes strictes de vigilance lors des ouvertures et des fermetures du dépôt, lors des transports/livraisons et à l'occasion d'éventuelles préparations des matières explosives. Une signalétique spécifique pourrait également être disposée aux abords immédiats du dépôt (sans en préciser la nature). L'exploitant devra aussi veiller à disposer d'un éclairage efficace à la fois à l'intérieur du site et en périphérie (éclairage à détection automatique à privilégier et à contrôler régulièrement).

Pour améliorer la sûreté du dépôt, nous recommandons les préconisations complémentaires suivantes :

- la formation et la sensibilisation de tous les personnels liés à l'activité à toutes les formes de malveillance mais également à la menace de prises d'otages et terroriste,

- le passage à 6 caractères alphanumériques du contrôle d'accès (en exerçant aussi les personnels à l'activation du code sous contrainte en période de stress),

- l'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur et à l'extérieur du dépôt (levée de doute).

Attention, l'article R.2352-102 du code de la défense, indique que les mesures relatives aux mesures de sûreté ne font l'objet d'aucune publicité.

Les renseignements concernant les chemins de câbles, l'autoprotection des systèmes de détection d'intrusion, le secours électrique, la gestion des défauts «coupure secteur - batteries basses», les consignes transmises au télésurveilleur et les procédures de sûreté du dépôt doivent être précisément définis et appliqués.

Il est recommandé de prévenir la gendarmerie locale avant la livraison des explosifs.

Enfin, l'exploitant doit veiller au respect des procédures relatives à la sécurité des personnels, l'identification et la traçabilité des explosifs (registres), et à la sécurité environnementale (zones d'effets pyrotechniques).